

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES PROPOSITIONS AU  
MOUVEMENT SYNDICAL ET L'OMISSION DU CHÔMAGE—LES  
MOTIFS INVOQUÉS

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, puisque selon l'opinion de nombreux experts il se produit actuellement un revirement de situation dans le continent nord-américain, le problème de l'inflation perdant de son acuité par rapport au problème de l'emploi dont beaucoup prévoient l'aggravation, opinion que corroborent d'ailleurs la plupart des indicateurs récents, le ministre pourrait-il nous dire pourquoi les propositions qui ont été adressées aux syndicats et aux gouvernements provinciaux contiennent certains objectifs précis en vue de contrer l'inflation, qui n'est pas le problème susceptible de s'aggraver, mais ne renferment aucun objectif ou proposition précis, et n'y font même pas allusion dans le contexte de la baisse des niveaux de chômage?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je dis simplement à l'honorable député qu'un bon nombre de documents de travail ont été distribués, mais je ne vais pas de sitôt étayer ou fonder ma position sur quelque prétendu document de travail qui aurait pu être publié par les media. Ce que je veux dire, c'est que l'inflation et le chômage sont des problèmes également difficiles pour le pays, et à moins que nous ne parvenions à résoudre le problème de l'inflation, le chômage s'aggravera en fonction de l'élan imprimé à l'économie de l'Amérique du Nord et surtout des États-Unis; si l'inflation ne cesse de renaître, compromettant notre position concurrentielle face aux États-Unis et à nos autres principaux rivaux, les désavantages que nous aurons ou que nous avons déjà, du côté des coûts créeront un grave danger pour le Canada dans les 12 à 20 prochains mois, à moins que nous agissions dès maintenant.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES MOTIFS DU REFUS DES  
PROPOSITIONS RELATIVES À LA HAUSSE DES LOYERS ET DU  
COÛT DU LOGEMENT

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, l'un des éléments majeurs de la hausse récente du coût de la vie est la question du logement et des loyers, et il en sera sans doute de même dans l'avenir immédiat. Le ministre expliquerait-il à la Chambre pourquoi, du nombre des diverses propositions qui ont été faites, il ne s'en trouvait pas visant à modérer la hausse des loyers et à accroître l'offre dans le secteur du logement, mesures toutes deux essentielles si nous voulons réduire le coût élevé de la vie dans la mesure où celui-ci est dû au coût du logement.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit au chef de l'opposition, les documents auxquels il a fait allusion étaient incomplets, car on demande à tous les secteurs de l'économie de faire preuve de modération.

\* \* \*

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ON SUGGÈRE AU SOLICITEUR GÉNÉRAL DE DÉMISSIONNER À  
CAUSE DE SES VUES SUR LA PEINE CAPITALE

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général.

Questions orales

Le Parlement a adopté une loi sur la peine capitale dans le cas de meurtre de policiers. Or, le solliciteur général, après avoir voté en faveur de cette loi, déclarait la semaine dernière qu'il ne respecterait pas la décision du Parlement. Étant donné cette attitude du ministre de ne pas respecter les lois du pays, aurait-il au moins le courage et la décence de résigner ses fonctions?

[Traduction]

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, le Parlement a également adopté une loi qui prévoit la commutation des peines. Je dois avouer qu'en me prononçant en faveur de la loi la dernière fois, j'avais l'impression que c'était un premier pas vers l'adoption de la politique que j'approuve, mais je n'ai nullement l'intention pour le moment de prendre la mesure dont a parlé le député.

[Français]

LA POSSIBILITÉ D'UN RÉFÉRENDUM SUR LA PEINE CAPITALE

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Depuis l'adoption de ces 2 projets et compte tenu de la commutation incluse, selon un récent sondage scientifique de l'opinion publique, 70 p. 100 de la population du Canada favorise le maintien de la peine capitale. Le solliciteur général a-t-il l'intention de prendre l'initiative d'une consultation plus approfondie parmi les Canadiens?

[Traduction]

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, je ne projette pas de tenir un référendum d'aucune sorte, mais nous consultons en permanence des citoyens et des groupes de citoyens. En fait, j'ai consulté le mois dernier deux groupes de policiers sur la question. Je me propose de poursuivre ces consultations, mais je n'ai pas du tout l'intention de tenir un référendum.

[Français]

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur le président, je désire poser une dernière question supplémentaire.

Est-ce que le solliciteur général a eu des communications quelconques avec les six badauds de Toronto qui s'établissent dans des tentes de toile et continuent une grève de la faim? Finalement, est-ce que les corps policiers du Canada ont actuellement une influence quelconque sur le comportement du ministre?

[Traduction]

**M. Allmand:** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas communiqué avec le groupe qui manifeste devant la prison Don Jail de Toronto. Quant à la seconde partie de la question, oui, j'ai été impressionné par l'attitude des policiers sur bien des questions, mais je ne puis accepter la position qu'adoptent un certain nombre de policiers sur la question de la peine de mort.

\* \* \*

LES FINANCES

LA DATE DE PRÉSENTATION DU BUDGET

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Tandis que nous franchissons toutes les étapes de la recherche d'un consensus, le taux de chômage augmente, l'inflation persiste et les affaires sont dans le marasme. Le